

IL Y A 28 ANS, LA RÉVOLTE DES JEUNES

Que reste-t-il de l'esprit d'Octobre 1988 ?

**Alors que les islamistes ont été défaits dans leur funeste projet de pervertir le message d'Octobre 1988, on assiste à la même entreprise de remise en cause de toute la quintessence de cette mémorable révolte. Et l'auteur de cette œuvre tout aussi funeste et plus pernicieuse est, cette fois-ci, le pouvoir, trop «soucieux de sa pérennité». A telle enseigne qu'on s'interroge : que reste-t-il de l'esprit d'Octobre 1988 ?**

**Mohamed Kebci-Alger (Le Soir)** - Il y a 28 ans, le 5 octobre 1988, cette étincelle qui allait complètement chambouler la donne politique dans le pays que rares étaient ceux, perspicaces et prévoyants, qui la voyaient venir. Une étincelle intervenue en plein automne, dans ce qui fut la seconde contestation populaire sanglante après le printemps amazigh d'avril 1980, qui imposa, cette fois-ci, au régime en place de bousculer l'ordre établi et ainsi concéder une ouverture démocratique.

Une concession consécutivement à un «chahut de gamins» qui allait s'avérer au fil des ans, une simple «brèche» que l'on tente, depuis quelque temps, à rétrécir davantage à défaut de pouvoir la refermer complètement. C'est à peine si on n'ose pas dire que la «création est terminée» et qu'il est temps que «tout rentre à nouveau dans l'ordre».

Au point où 28 ans après, l'on s'interroge sur ce qui reste de l'esprit d'Octobre 1988 tant rien ou presque de tout ce qui a été engrangé depuis, comme acquis démocratiques, s'effiloche et s'érode continuellement. Au point où, summum d'un paradoxe typiquement algérien, l'on devient nostalgique de l'ère du parti unique quand certains esprits, loin d'être accusés de résignation, ne la regrettent pas tout simplement ! C'est que les reculs sont énormes et brassent tous

les aspects de la vie nationale. Et ce n'est certainement pas inopportunistement que l'instance de concertation et de suivi de l'opposition a choisi la veille de ce 28<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre 1988 pour rendre public son memorandum intitulé d'ailleurs «Recul des acquis démocratiques en Algérie». Une sorte de bilan pas du tout reluisant de ce qui fut, pourtant, pour tous les Algériens, une nou-

velle ère en totale rupture avec celle ayant prévalu jusque-là.

«Confiscation de la souveraineté populaire qui a privé les Algériens de leur droit de choisir leurs représentants légitimes depuis l'indépendance du pays, vacance du pouvoir dont les retombées se font sentir avec plus d'acuité et qui est la cause directe de la déliquescence des institutions de l'État avec son corollaire, une «multiplication des centres de décision sous contrôle de forces extra-constitutionnelles, «l'exacerbation des tensions entre ces forces extraconstitutionnelles qui constitue une menace à la sécurité nationale», «intrusion de l'argent douteux, dans la sphère politique, crise financière aiguë, corruption et déprédation de l'argent public manifestes dans les scandales à

répétition impliquant des membres de l'appareil politico-administratif, leurs proches et les clientèles du pouvoir sans qu'aucune institution ne réagisse», relève entre autres l'Icso dans son document adopté avant-hier lundi. Cette entité de l'opposition met également le doigt sur le «rétrécissement des libertés», notamment la liberté d'expression et d'opinion et les «atteintes aux droits des suspects et des prévenus» et dénonce le «recours abusif à la détention provisoire et aux interdictions de sortie du territoire national».

L'Icso s'appesantit sur ce qu'elle estime être une «volonté du pouvoir de revenir graduellement sur le principe du pluralisme politique», avec, argue-t-elle, les nombreux nouveaux partis auxquels est refusé l'agrément,

le verrouillage du régime électoral pour barrer le chemin aux partis de l'opposition» et ainsi pérenniser le régime en place. Un nouveau régime électoral qui inflige au pluralisme politique une «profonde régression» puisque ayant comme objectif «d'entretenir la domination factice des clientèles du régime politique en place».

Un état des lieux exhaustif malheureusement aux antipodes de ce qui aurait dû être la véritable moisson d'Octobre 1988, soit ce à quoi aspiraient les acteurs de ces événements et ceux qui se sont courageusement opposés, au prix de leur vie pour nombre d'entre eux, aux tenants du projet obscurantiste et qui ont ainsi perdu leur objectif de perversion de cette révolte !

M. K.

HAMID GRINE (MINISTRE DE LA COMMUNICATION) :

«La formation pour aller à plus de professionnalisme»

**C'est à l'occasion de la célébration du 25<sup>e</sup> anniversaire de la création de la radio du Coran, que le ministre de la Communication a demandé à la presse de s'impliquer dans la lutte contre la criminalité.**

A la salle Messaoudi de la Radio nationale et devant un parterre de journalistes, des représentants de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale et en présence du ministre des Affaires religieuses, M. Hamid Grine dans une brève allocution a de nouveau appelé les journalistes «à respecter l'éthique journalistique en confirmant l'information avant sa publication et en multipliant le recours aux sources avant de rendre publique une information». Ainsi, il a précisé que la formation restait le meilleur moyen de faire respecter les critères du journaliste professionnel, rappelant l'organisa-

tion de 40 séminaires de formation au profit des journalistes encadrés par des enseignants compétents venus de France, du Canada, de Suisse et de Tunisie. «La répétition est une règle en matière de communication afin de faire passer le message informatif», a-t-il tenu à dire avant de souligner une «légère amélioration» selon une étude réalisée par le ministère. L'étude, selon lui, a fait ressortir que la précipitation et l'empressement qui animent certains journalistes qui publient des articles sans vérifier la source résultaient de l'«impact des réseaux sociaux dont Twitter et Facebook». Le ministre de la Communication a d'autre part affirmé que la «liberté absolue» qu'offrent les réseaux sociaux en matière de diffusion d'informations où l'auteur de l'information est à la fois le rédacteur en chef, le journaliste et le responsable de la diffusion, influait sur le journaliste qui se réfère à ces sites pour répercuter ces informations non vérifiées, appelant à faire montre de responsabilité particulièrement avec le secteur de

la justice, les organes de sécurité comme la Gendarmerie et la Sûreté nationales et autres. Sur un autre plan, il a saisi cette opportunité pour rappeler que «le professionnalisme requiert la pondération et la vérification de la source de l'information, notamment lors de couvertures des faits liés à la société et à la tragédie qui a frappé certaines familles algériennes ces derniers mois. Il a par ailleurs salué le rôle joué par des radios à l'instar de Radio du Coran pour «sensibiliser et lutter contre toutes formes de criminalité». De son côté le ministre des Affaires religieuses a mis en exergue le rôle joué par la radio Coran pour «sensibiliser la population sur le danger de la dérive sociale et son rôle dans la lutte contre toutes formes de criminalité, notamment sociétale». Lors de cette rencontre, il a été essentiellement mis en évidence le «rôle que jouent les médias lourds», en citant celui joué par la radio du Coran dans «la prise de conscience des jeunes».

R. N.

Communiqué du Conseil des ministres

Le Conseil des ministres s'est réuni, mardi à Alger, sous la présidence du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et a rendu public un communiqué, dont voici le texte intégral :

«Son Excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika, président de la République, a présidé ce jour, mardi 4 octobre 2016, correspondant au 2 Moharrem 1438, une réunion du Conseil des ministres.

Durant cette réunion, le Conseil des ministres a d'abord examiné et approuvé le projet de Loi de finances pour 2017. Ce texte engage la mise en œuvre du premier segment de la «Trajectoire budgétaire 2017 à 2019» adoptée par le Conseil des ministres et qui accompagne le «Nouveau modèle de croissance». Ce faisant, il traduit la volonté des pouvoirs publics de soutenir, à la fois, la croissance de l'économie ainsi que l'effort de l'Etat pour le développement social et notamment le soutien aux couches défavorisées.

Dans son volet budgétaire, le projet de Loi de finances vise la soutenabilité des finances publiques soumises depuis plus de deux années, à une chute sévère des prix des hydrocarbures.

Etabli sur la base d'un baril de pétrole à 50 USD, le projet de budget affiche un montant de 5635,5 milliards DA de recettes, en hausse de près de 13% par rapport à l'exercice en cours. La fiscalité ordinaire rapportera 2845,4 milliards DA en progression de 3,5%, alors que les revenus de la fiscalité pétrolière sont projetés à 2200 milliards DA.

En dépenses, le projet de budget affiche un montant de 6883,2 milliards DA dont 4591,8 milliards DA pour le volet fonctionnement et 2291,4 milliards DA en crédits de paiements pour le volet équipement. Quant au solde global du Trésor, son déficit sera réduit de près de moitié par rapport à 2016, passant de -15% à -8%. En dépit des contraintes financières qui entourent l'élaboration du projet de budget pour 2017, celui-ci reflète l'attachement de l'Etat à la justice sociale et à la solidarité nationale.

Ainsi, 1630,8 milliards DA seront alloués aux transferts sociaux, soit 23,7% du budget de l'année. Sur ce montant, on relèvera notamment que 413,5 milliards DA sont destinés au soutien aux familles, essentiellement à travers la subvention des prix des produits de base (céréales, lait, sucre et huiles alimentaires), 330,2 milliards DA au soutien à la santé, et 305 milliards DA aux programmes nationaux de logement.

Par ailleurs, le projet de Loi de finances contient plusieurs propositions de mesures législatives, avec pour finalité l'amélioration des recettes de l'Etat, l'encouragement de l'investissement, ainsi que davantage de simplification et d'allègement des procédures fiscales.

Intervenant après l'approbation de ce projet de loi, le Président de la République a relevé que l'Algérie qui fait face à des tensions budgétaires comme d'autres pays producteurs d'hydrocarbures, bénéficie également de la dynamique de construction nationale engagée depuis plusieurs années et qui se poursuit encore, à l'image du taux de 3,9% de croissance enregistré l'année dernière, et confirmé au premier semestre de cette année. Cette même dynamique a permis de faire reculer drastiquement le chômage de près de 30% en 2000 à moins de 10% au début de cette année, alors que la réponse à la demande sociale demeure robuste, comme l'illustre la distribution de 350.000 logements cette année, en même temps que plus d'un million d'autres unités sont en chantier.

Le Président de la République Abdelaziz Bouteflika a ajouté que les importants crédits alloués aux secteurs en charge du développement humain notamment l'éducation, l'enseignement, la santé ainsi que les montants alloués aux transferts sociaux confirment que la justice sociale et la solidarité nationale sont et demeureront les fondamentaux de la politique de l'Etat en Algérie.

Soulignant que ce projet de Loi de finances est le premier jalon de la programmation budgétaire arrêtée pour les années 2017 à 2019, le chef de l'Etat a invité le gouvernement à poursuivre l'effort pour la maîtrise des finances publiques et la rationalisation des dépenses, afin de permettre à l'Etat d'assumer pleinement ses missions au service des citoyens, notamment les plus démunis, et de diligenter la diversification économique, grâce à laquelle le pays se libérera, à moyen terme, de la dépendance aux hydrocarbures.

Par ailleurs, le Président Abdelaziz Bouteflika a demandé au gouvernement de s'atteler à la réforme de la fiscalité et des finances locales, pour accompagner

les missions nouvelles dévolues aux collectivités locales en matière de promotion de l'investissement et d'accompagnement de l'activité économique.

Le Président de la République a conclu en insistant sur l'importance du dialogue avec les partenaires économiques et sociaux, et l'information régulière des citoyens sur les difficultés et les enjeux, ainsi que sur la démarche économique mise en œuvre, afin de rallier leur adhésion en cette période cruciale que traverse le pays.

Le Conseil des ministres a également examiné et approuvé le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2014.

Présenté conformément à la Constitution, ce texte expose les résultats de la mise en œuvre du budget voté par le Parlement pour 2014, et pour lequel, il a été enregistré en clôture, 3890 milliards DA de recettes collectées, 7656 milliards DA de dépenses réalisées, et un déficit de 3396 milliards DA.

En outre, le projet fait état des impacts physiques de la dépense publique en 2014 au bénéfice de la population, et dont nous citerons, 62.000 nouvelles places pédagogiques dans le cycle moyen et 91.000 autres au niveau du secondaire, 40.000 places pédagogiques et 38.000 places d'hébergement dans le cycle supérieur, 355.000 logements réalisés, ainsi que 186.000 foyers raccordés au gaz, et 23.000 autres raccordés à l'électricité.

Poursuivant ses travaux, le Conseil des ministres a examiné et approuvé un avant-projet de loi modifiant et complétant le Code des douanes. Les amendements proposés faciliteront d'abord davantage, les opérations d'exportation hors hydrocarbures. Ils renforceront aussi le contrôle et la lutte menée par les Douanes nationales contre la contrebande et les fraudes, notamment en développant l'échange d'informations et l'accès aux données, entre administration et autres services publics impliqués dans la lutte contre les fraudes et trafics illicites financiers, commerciaux et autres. Le projet de loi introduit également des dispositions fluidifiant davantage le contrôle douanier et renforçant les voies de recours au profit des agents économiques. En outre, le Conseil des ministre a examiné et approuvé un projet de loi relative au système national de métrologie. Ce texte permettra la modernisation du dispositif national de métrologie, outil important d'une économie régulée de concurrence.

Le projet de loi propose notamment la mise en place des méthodes, instruments et équipements de mesurages unifiés et conformes au système international de métrologie, de sorte à garantir également leurs validations à l'étranger, au bénéfice des produits locaux exportés.

Par ailleurs, le texte propose l'institution d'un Conseil national chargé de définir et de coordonner la politique nationale de métrologie et de sa coordination, d'une entité nationale chargée du contrôle de l'application des normes de métrologie, ainsi que d'un réseau de laboratoires d'étalonnage, de référence et d'essai.

Le Conseil des ministres a aussi examiné et approuvé le projet de loi relative à la santé.

Ce texte reflète les acquis de la politique nationale de santé publique, ainsi que les innovations universelles dans le domaine de la santé. En ce qui concerne la politique de soins, le projet de texte propose notamment la consolidation de l'accès aux soins, en particulier pour les personnes en difficulté, l'introduction de la carte électronique de santé et du dossier électronique du patient pour faciliter son suivi médical, ainsi que le droit du patient d'avoir un médecin référent. Il propose aussi la mise en place de programmes spécifiques de santé pour certaines maladies ou catégories de patients, des règles régissant les transplantations d'organes, tissus, cellules, et assistance à la procréation, ainsi que l'interdiction du clonage.

En ce qui concerne le système de santé publique, le projet de loi propose une organisation nouvelle intégrant le médecin référent, les soins et hospitalisation à domicile, ainsi que la mise en place d'un dispositif d'évaluation et d'audit des structures de santé publique avec le renforcement du contrôle et des inspections.

Le texte propose en outre, la suppression de l'activité complémentaire, ainsi que la mutualisation des ressources humaines et matérielles avec le développement du jumelage et du parrainage entre établissements de santé. Par ailleurs, le projet énonce le soutien au secteur privé, complémentaire de la santé publique, et l'attribution de missions de service public aux structures et établissements privés, sur la base d'un cahier des charges. En ce qui concerne la régulation de la